

**Dossier** Afghanistan-Pakistan

## Le conflit afghan vu du Pakistan

Gilles Boquérat \*

*Depuis 1947, la politique étrangère du Pakistan s'est construite autour d'une obsession : l'Inde. L'idée qu'à l'hostilité indienne s'ajoute celle de l'Afghanistan est récemment devenue la hantise des militaires pakistanais, qui redoutent que leur pays soit pris en tenailles entre ces deux menaces. Dans le même temps, Islamabad*

*se veut un allié indéfectible de Washington. L'attitude du Pakistan à l'égard du conflit afghan est donc marquée par une certaine ambivalence.*

**\* Gilles Boquérat**

est chercheur, responsable du programme Inde et Asie du Sud au Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (IFRI)

Avant le lancement de l'opération américaine *Enduring Freedom* (« Liberté immuable ») en Afghanistan le 7 octobre 2001, le général-président Pervez Musharraf avait été obligé, sous la pression de l'administration américaine, de se détourner des talibans que le Pakistan avait pourtant assistés dans leur conquête du pouvoir en 1996 et reconnus officiellement dès mai 1997. Islamabad avait alors dû non seulement faire son deuil d'un gouvernement considéré comme favorable mais aussi apporter un soutien logistique aux forces militaires américaines engagées contre ce régime.

Ce revirement ne doit toutefois pas être perçu comme un abandon des objectifs géostratégiques de l'establishment militaire pakistanais<sup>1</sup>. « Islamabad est obligé de s'assurer à Kaboul d'une direction qui soit aussi pro-pakistanaise que possible [ ] D'ailleurs, il est peu probable qu'une coalition puisse survivre très longtemps à Kaboul sans que soient protégés les intérêts légitimes du Pakistan », observait en 2001 le politologue pakistanais Mohammad Waseem, avant d'en tirer la conclusion que « tout cela revient à dire que le Pakistan est un acteur de premier plan dans le contexte de l'Afghanistan. Il a la capacité d'agir dans la région et la volonté de le faire »<sup>2</sup>. Les développements observés au cours de la décennie écoulée ont largement validé cette prédiction.

### Une approche indo-centrée

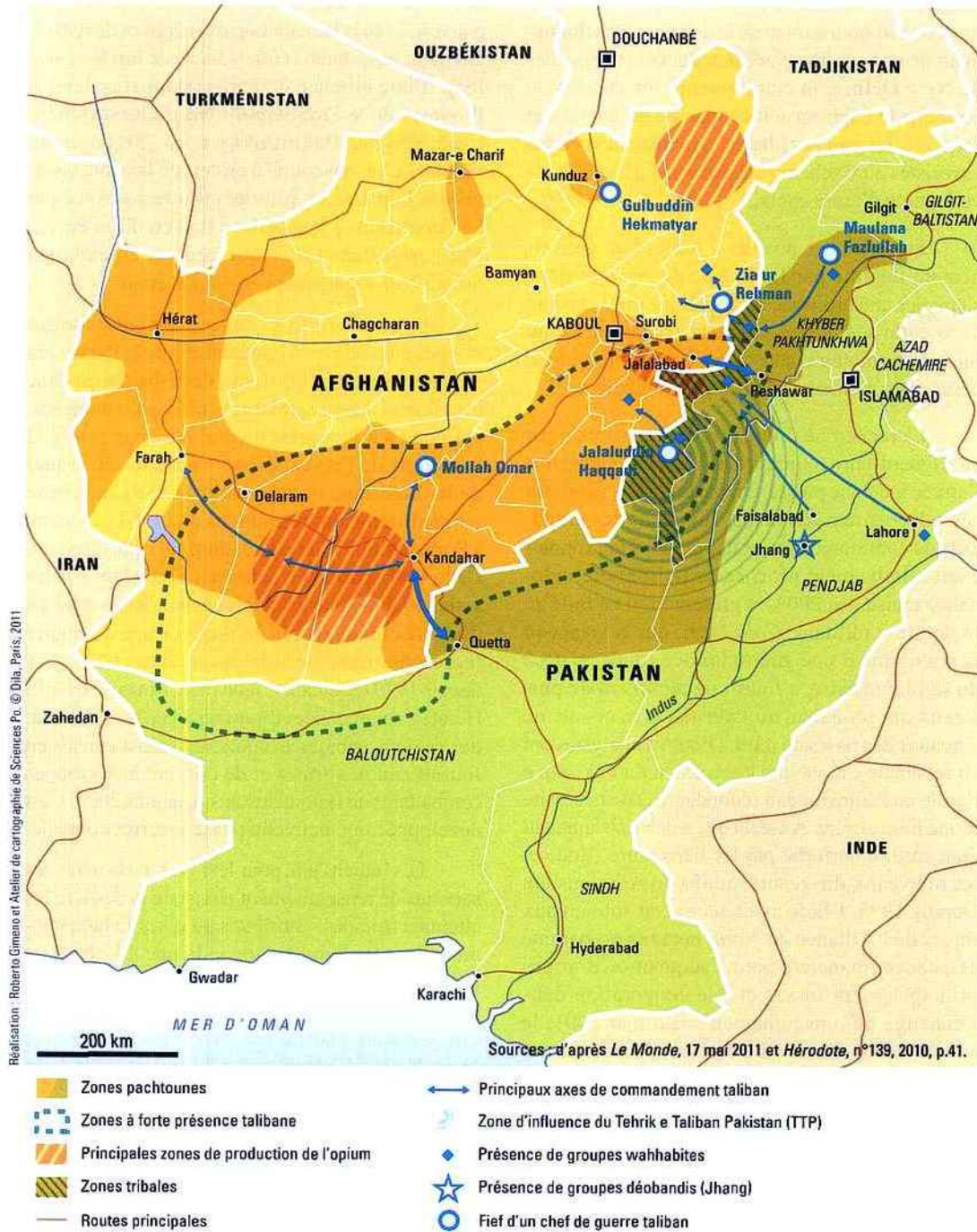
Au premier rang des facteurs déterminant la position pakistanaise sur l'Afghanistan, on retrouve l'impératif de ne pas céder de terrain à l'ennemi indien. Ce positionnement est conforté par le fait que l'armée, et ses différents services, reste l'arbitre ultime en ce qui concerne la politique menée à l'égard du voisin occidental avec lequel le Pakistan partage une frontière commune longue de quelque 2 600 kilomètres. Le général Ashfaq Parvez Kayani, le chef des forces armées qui a été prolongé à l'été 2010 dans ses fonctions pour trois années supplémentaires, revendique bien volontiers l'« indo-centrisme » infusant le processus de décision politico-militaire pakistanais.

Après le 11 septembre 2001, le gouvernement indien avait sans tarder fait savoir qu'il pouvait offrir un soutien logistique aux Américains dans la conduite d'opérations militaires en Afghanistan. Le Pakistan ne pouvait pas faire moins, mais négocia

<sup>1</sup> Par « establishment », nous entendons le haut commandement militaire et les agences de renseignement *Inter-Services Intelligence (ISI), Military Intelligence (MI), Intelligence Bureau (IB)*

<sup>2</sup> « Second Afghan Imbroglia », *Dawn*, The Internet Edition, 6 octobre 2001 (<http://archives.dawn.com/2001/10/06/op.htm#top>)

L'AfPak



cherement son ralliement a Washington levee des sanctions pesant sur le pays depuis 1990, allègement du remboursement de la dette et reechelonnement de son service Face aux demandes repetees de New Delhi a la communaute internationale pour que le Pakistan soit condamne du fait de son soutien a des groupes jihadistes menant des actions terroristes au Cachemire, Islamabad n'avait, il est vrai, guere d'autre choix

En voyant se profiler a Kaboul un gouvernement domine par l'Alliance du Nord et donc s'envoler une profondeur strategique qu'il esperait avoir enfin atteinte sur son flanc occidental, l'establishment militaire pakistanais connut un profond desarroi au moment de la chute des talibans<sup>3</sup>

La recherche d'une profondeur strategique en Afghanistan a toujours decoule de la crainte que l'armee indienne puisse, en cas de conflit, paralyser son adversaire pakistanais, la plupart des grands axes de communication et des grandes metropoles etant relativement proches de la frontiere indo-pakistanaise En 2004, la presentation en Inde de la doctrine militaire *Cold Start*, qui envisageait la possibilite d'une guerre limitee situee en deça du seuil nucleaire, a fourni un argument de plus a ceux qui prônaient au Pakistan la necessite de s'assurer des bases de repli D'autres analystes ont en revanche estime que l'accession du Pakistan a l'arme nucleaire rendait redondante cette necessite d'une base arriere Au-dela de ce debat, Islamabad etait surtout perturbe par les liens entre l'Inde et les nouveaux dirigeants tadjiks en Afghanistan Depuis 1998, l'Inde avait accru son soutien aux forces de l'Alliance du Nord, notamment par une assistance financiere pour l'acquisition d'armes principalement russes et une cooperation dans l'echange de renseignements En mai 2001 le commandant Massoud s'etait rendu en secret a New Delhi C'est dans un hôpital de campagne etabli par les Indiens a Farkhor, pres la frontiere afghano-tadjike, qu'il fut transporte apres l'attentat du 9 septembre 2001 et succomba a ses blessures<sup>4</sup>

Il apparut toutefois assez rapidement aux militaires pakistanais que le revers strategique n'etait pas necessairement irreversible Le faible engagement militaire americain au sol lors de l'hiver 2001-2002 facilita le repli des talibans et des membres d'Al-Qaida dans les regions tribales

pakistanaises ou ils purent se reorganiser A l'issue des elections de l'automne 2002, l'arrivee au pouvoir, avec la benediction des services de renseignement pakistanais (*Inter Services Intelligence*, ISI) d'une alliance de partis islamistes dans la Province de la Frontiere-du-Nord-Ouest (rebaptisee Khyber-Pakhtunkhwa en 2010) et au Baloutchistan concourut a un certain laxisme vis-a-vis des talibans La priorite ensuite accordee par les Americains a la guerre en Irak conforta Pervez Musharraf dans l'idee que ceux-ci entendaient limiter leur engagement en Afghanistan

Entre 2004 et 2007, apres la mobilisation des troupes consecutive a l'attentat contre le Parlement indien en decembre 2001, une decrispation est donc intervenue dans les relations indo-pakistanaises, marquee par la reprise du dialogue composite et la volonte de Pervez Musharraf de se demarquer de la rhetorique traditionnelle sur le Cachemire – l'application des resolutions de l'ONU appelant a l'organisation d'un referendum sur cette question Cette decrispation ne concerna cependant pas les activites indiennes en Afghanistan Islamabad vit d'un tres mauvais œil la reouverture de quatre representations consulaires indiennes fermees depuis 1979 (Kandahar, Jalalabad, Mazar-e Charif, Herat)<sup>5</sup>, soupçonnees d'œuvrer a la destabilisation des regions tribales frontalières pakistanaises en fournissant des armes et de l'argent aux groupes combattants au Baloutchistan ou, depuis 2004, s'est developpee une nouvelle phase insurrectionnelle

Les Indiens ont pour leur part, vu la main des services de renseignement pakistanais derriere les attentats suicides – attribues au reseau Haqqani – menes contre l'ambassade indienne a Kaboul en juillet 2008 et en octobre 2009 En fevrier 2010, un hôtel abritant des expatries indiens fut egalement vise Certains a Islamabad ont ete jusqu'a evoker une collusion d'interets entre Americains et Indiens

<sup>3</sup> Dans l'un de ses derniers entretiens avant sa mort en septembre 2001 le commandant Massoud n'avait-il pas exprime son ressentiment contre le « Pakistan [qui] veut montrer que les Afghans sont sans culture et non civilises [ ] Il veut rabaisser l'Afghanistan du statut d'Etat a une entite uniquement axee sur le tribalisme » (*The Hindu* 12 septembre 2001)

<sup>4</sup> Le Pachtout Hamid Karzai qui a suivi un cursus en sciences politiques a l'universite de l'Uttar Pradesh a Shimla entre 1979 et 1983 entretient lui aussi des liens avec l'Inde

<sup>5</sup> Le Pakistan et l'Iran disposent des memes representations diplomatiques

dont le but serait l'éclatement du Pakistan afin de prendre le contrôle de l'arsenal nucléaire pakistanais et de l'empêcher ainsi de tomber entre les mains d'éléments radicaux

## Les ambitions indiennes redoutées

L'idée qu'à l'hostilité de l'Inde s'ajoute celle de l'Afghanistan, et donc le risque de voir le pays pris en tenailles, constitue la hantise des militaires pakistanais. Cette crainte est attisée par la montée en puissance de l'armée nationale afghane (ANA) dont les effectifs sont sur le point de dépasser ceux des contingents étrangers. Dominée par des non-Pachtouns, elle est perçue comme hostile au Pakistan. Des élèves officiers afghans ayant été accueillis dans des académies militaires indiennes, le chef des forces armées pakistanaises, le général Kayani, a proposé début 2010 que le Pakistan forme aussi des officiers afghans.

L'Inde est impliquée, depuis 2003, dans la formation des nouvelles élites afghanes à travers un programme destiné aux futurs hauts fonctionnaires. Elle a investi davantage de fonds dans la reconstruction de l'Afghanistan que le Pakistan. Son engagement financier s'élève à quelque 1,5 milliard de dollars, ce qui en fait l'un des principaux pays donateurs. New Delhi s'est associée à des projets facilement identifiables : construction de routes, du nouveau Parlement, acheminement d'électricité sur Kaboul. Une contribution au développement du pays appréciée par les États-Unis. Lors d'une visite en Inde, en novembre 2010, le président Barack Obama a souligné la nécessité d'intensifier « les consultations, la coopération et la coordination pour promouvoir un Afghanistan indépendant, stable, démocratique et prospère », en particulier à travers une collaboration dans les domaines du développement agricole et de l'émancipation des femmes.

Washington, pour ne pas froisser le Pakistan, a néanmoins pris soin de ne pas encourager une association trop nette des Indiens aux questions militaires en Afghanistan. Les intérêts stratégiques de l'Inde en Afghanistan portent notamment sur la prévention du retour d'un foyer extrémiste qui pourrait étendre son champ d'intervention aux zones situées à l'est de l'Indus. L'Inde n'est pas

officiellement opposée à une réintégration des talibans dans le jeu politique afghan à condition que ceux-ci renoncent à la violence, respectent la Constitution et cessent leurs liens avec Al-Qaïda et les groupes terroristes susceptibles d'agir au Cachemire indien.

Islamabad n'a pas manqué de se féliciter de la formule du président Karzaï définissant en mars 2010 le Pakistan et l'Afghanistan comme des « frères siamois » (*conjoined twins*) alors que l'Inde était reléguée au rang de pays ami. Depuis février 2011, un accord de transit commercial afghano-pakistanaï est opérationnel. Il permet à des camions afghans de transporter des marchandises jusqu'à la frontière indo-pakistanaïse, mais non d'y charger des marchandises indiennes qui seraient exportées par voie terrestre vers l'Afghanistan.

## Les atouts du Pakistan en Afghanistan

Lorsqu'en décembre 2009 le président Obama annonça un début de retrait des troupes américaines d'Afghanistan pour juillet 2011, activant du même coup la recherche d'un règlement politique, le Pakistan comprit qu'il n'était plus seulement partie du problème, mais faisait aussi partie de la solution. La collusion entre les services de renseignement pakistanais et les insurgés, confirmée par les révélations du site WikiLeaks, apparut aussi comme un avertissement au Pakistan de ne pas aller trop loin vers « sa » reconfiguration de l'Afghanistan.

Le Pakistan est un acteur essentiel dans le règlement du conflit afghan. Il héberge en effet sur son territoire les trois plus importants groupes d'insurgés afghans avec lesquels le gouvernement Karzaï tente des contacts exploratoires en vue d'une réconciliation nationale : la *choura* (conseil) de Quetta derrière le mollah Omar, le réseau Haqqani et le Hezb e Islami de Gulbuddin Hekmatyar.

Parmi l'opposition pachtoune armée basée au Pakistan, ce groupe fut le premier à entrer en contact en 2006 avec le gouvernement afghan. Un accord avec Kaboul n'aurait toutefois qu'une incidence marginale sur le conflit, car c'est le maillon le plus faible de l'opposition aux maîtres actuels de l'Afghanistan.

## La lutte pakistanaise contre les insurgés afghans

Bien plus significatif est le rôle tenu par le réseau Haqqani. Les premiers faits d'armes de son chef vieillissant, Jalaluddin Haqqani, remontent au jihad anti-soviétique. Bien connu des services de renseignement pakistanais, il fut nommé en 1992 ministre afghan de la Justice à la chute du président Mohammed Najibullah, avant de rejoindre en 1995 le mouvement taliban et de devenir gouverneur de la province de Paktia. Réfugié après la chute des talibans au Waziristan du Nord, Jalaluddin Haqqani a transmis à son fils Sirajuddin les rênes d'un groupe qui suscite une attention particulière des drones américains, non seulement du fait des opérations de guérilla qu'il mène en Afghanistan, mais aussi par les liens qu'il entretient avec des éléments d'Al-Qaïda et d'autres affilés islamistes.

Depuis l'opération *Rah e Nyat* (« Chemin du salut »), lancée en octobre 2009 par l'armée pakistanaise au Waziristan du Sud, le Waziristan du Nord accueille également des militants du mouvement taliban pakistanais Tehrik e Taliban Pakistan (TTP) et des groupes jihadistes – constitués à l'origine pour combattre au Cachemire indien (Jaish e Mohamed Lashkar e Taiba) – ou anti-chiïtes (Lashkar e Jhangvi).

Les Américains pressent désormais l'armée pakistanaise de compléter leurs frappes aériennes de drones<sup>6</sup> par une offensive terrestre au Waziristan du Nord. Pour cela, l'armée devrait renoncer au cessez-le-feu existant<sup>7</sup>. Au Waziristan du Nord, l'armée pakistanaise est également réticente à s'attaquer au groupe Haqqani, qui ne représente pas une menace interne et sert ses intérêts stratégiques en luttant contre les intérêts indiens et américains en Afghanistan.

D'un côté, les Pakistanais ne manquent jamais une occasion de rappeler à leurs interlocuteurs occidentaux que leurs forces armées et leur police ont enregistré davantage de pertes que les forces de la coalition en Afghanistan et que plus de 140 000 hommes sont actuellement déployés dans les régions tribales. De l'autre, les autorités pakistanaises ne veulent pas apparaître comme soumises aux États-Unis, d'autant que le coût humain d'une offensive au Waziristan du Nord face à des insurgés particulièrement aguerris serait élevé

– sans compter les attentats qui s'en suivraient dans les centres urbains et les probables nouveaux déplacements de population.

## Les contacts pakistanais avec les groupes d'insurgés afghans

Le droit de regard qu'entend exercer Islamabad dans les contacts entre le gouvernement Karzaï et l'opposition talibane a été manifesté avec la capture au Pakistan en février 2010 d'un membre important de la *choura* de Quetta, le mollah Abdul Ghani Baradar. Beaucoup y virent en effet un signe de la volonté des services de renseignement pakistanais de privilégier le groupe Haqqani comme partenaire des autorités afghanes. Le chef militaire taliban participait au moment de sa capture à Karachi à des contacts avec l'entourage de Hamid Karzaï, pour lesquels le mollah Omar, le chef des talibans afghans, avait sans doute donné son aval. Hamid Karzaï et le mollah Baradar appartiennent en outre au même clan Popalzai de l'ethnie pachtoune des Durrani, qui a régné sur le pays du temps de la royauté.

Bien que le mollah Omar rejette officiellement la main tendue par Hamid Karzaï lors de la conférence de Londres de janvier 2010 tant que des forces étrangères seront présentes sur le sol afghan, les contacts informels avec le gouvernement afghan, sous patronage saoudien, remonteraient à 2008. Les Américains continuent à s'opposer officiellement à des contacts avec la *choura* de Quetta tant que celle-ci n'aura pas déposé les armes et renié Al-Qaïda. La disparition de Ben Laden et la volonté de Washington de sortir du borbier afghan laissent la porte ouverte à des contacts officieux. Islamabad a beau jeu de rappeler que Washington n'a pas toujours eu les mêmes réserves face aux talibans avant le 11 Septembre. En fait, l'establishment militaire pakistanais est parvenu à convaincre

<sup>6</sup> Le 17 mars 2011, une attaque de drone américain fit plus de 40 morts lors d'une assemblée tribale à Datta Khel (Waziristan du Nord). C'était la plus meurtrière depuis la première attaque menée le 18 juin 2004 qui tua le commandant taliban local Nek Mohammad et sabota l'accord de paix signé entre les militants et les autorités pakistanaises ([www.longwarjournal.org/pakistan-strikes.php](http://www.longwarjournal.org/pakistan-strikes.php)).

<sup>7</sup> Un premier accord avait été signé en septembre 2006 avec Hafiz Gul Bahadur, chef taliban local qui a démontré sa capacité aussi bien à trouver un *modus vivendi* avec l'armée pakistanaise qu'à la combattre lorsque celle-ci devient trop intrusive.



© AFP / Ahmad Masood

**Hamid Karzai applaudit le discours du Premier ministre indien Manmohan Singh, devant le Parlement afghan en mai 2011. L'Inde a promis à cette occasion une aide de 500 millions de dollars pour la reconstruction de l'Afghanistan.**

toutes les parties au conflit afghan de la justesse de son analyse avant le 11 Septembre : stigmatiser les talibans ne sert qu'à les radicaliser.

### Une interdépendance dans la défiance

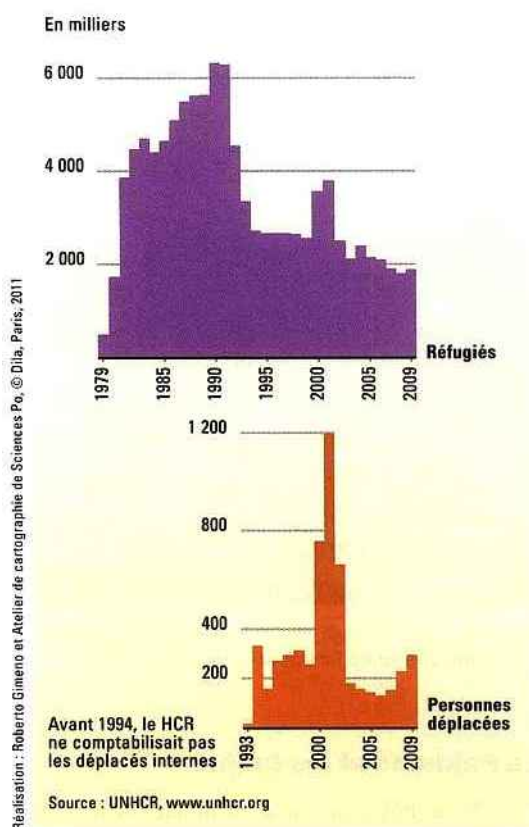
Le Pakistan s'était initialement opposé à l'adhésion aux Nations Unies de l'État afghan. Par la suite, les relations bilatérales entre les deux États ne furent guère cordiales. Kaboul a toujours refusé de reconnaître la ligne Durand qui divise l'espace pachtoun, et soutient périodiquement la cause du « Grand Pachtounistan ». Avec l'arrivée au pouvoir des talibans à Kaboul en 1996, les militaires pakistanais avaient eu le sentiment d'avoir sécurisé la frontière occidentale du pays. Le Pakistan n'avait néanmoins pu infléchir les nouveaux maîtres du pays sur leurs liens avec Oussama Ben Laden, la destruction des bouddhas de Bamyane ou encore l'extradition de Pakistanais recherchés par les autorités d'Islamabad.

### Le Pakistan et les talibans

Si le Pakistan joue certainement de son influence sur les groupes de talibans afghans présents sur son territoire pour promouvoir ses propres intérêts, il met tout aussi sûrement à profit la menace d'alerter les Américains à l'égard de ceux qui refuseraient de jouer son jeu. Cette capacité d'interférence génère un sentiment d'exaspération chez ses interlocuteurs afghans. Se remémorant le temps où il était ambassadeur de l'émirat islamique d'Afghanistan au Pakistan, Abdul Salam Zaeef rapporte avoir déclaré à des interlocuteurs non pakistanais qu'ils ne devaient pas essayer de régler leurs problèmes avec l'Afghanistan à travers une médiation du gouvernement pakistanais, les mettant en garde sur le fait que le Pakistan « n'est jamais un médiateur honnête et cherchera à contrôler et à manipuler tous les pourparlers auxquels il participe et pour lesquels il assure une médiation »<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Abdul Salam Zaeef, *My Life with the Taliban*, Hachette India, Gurgaon, 2010, p. 109

## Réfugiés et personnes déplacées en Afghanistan (1979-2009)



Pour les talibans, et surtout pour la *choura* de Quetta, le Pakistan les a instrumentalisés puis trahis après le 11 Septembre. De leur côté, les Pakistanais n'ont plus guère confiance dans les Afghans, mettant notamment en avant l'ingratitude de ces derniers face aux coûts financiers et sociaux induits par l'accueil de centaines de milliers de réfugiés afghans au cours des trois dernières décennies.

### Le Pakistan et le gouvernement Karzaï

Les relations entre Hamid Karzaï et les autorités pakistanaises furent longtemps exécrables. Hamid Karzaï, qui avait élu domicile au Pakistan en 1983 mais n'a jamais appartenu à l'un des groupes soutenus par les services de renseignement pakistanais, aurait fourni, lors d'un déplacement à Islamabad en avril 2003, une liste de

noms de commandants talibans vivant à Quetta. En décembre 2006, le président afghan déclarait que « le Pakistan n'a pas encore perdu l'espoir de faire de nous des esclaves, mais il n'y parviendra pas »<sup>9</sup>. Depuis le départ de Pervez Musharraf, les relations avec le Pakistan se sont quelque peu adoucies. Hamid Karzaï, soucieux d'afficher une certaine distance vis-à-vis des Américains, recherche plutôt un accommodement avec les autorités pakistanaises.

### Le Pakistan et Washington

Si les relations afghano-pakistanaises se sont sensiblement améliorées, comme l'illustre l'accord passé en avril 2011 entre H. Karzaï et les autorités pakistanaises, prévoyant l'établissement d'une commission mixte de réconciliation supposée faciliter les contacts avec les talibans, tel n'est pas le cas entre Washington et Islamabad. Le partenariat approfondi avec le Pakistan adopté en octobre 2009 prévoit un triplement de l'aide économique durant les cinq années à venir, à la condition que le territoire pakistanais ne soit pas utilisé pour lancer des attaques contre les pays voisins.

Or les priorités des États-Unis ne sont pas celles du Pakistan. Les troupes pakistanaises déployées dans les zones tribales ont surtout vocation à contenir les talibans pakistanais du fait de la menace intérieure qu'ils représentent, alors que les Américains et leurs partenaires de la coalition voudraient voir les forces pakistanaises combattre avec plus d'entrain les talibans afghans et leurs soutiens locaux, responsables d'attaques dont ils sont les victimes.

### Les options du Pakistan

Le défi à relever a été clairement défini par le chef des forces armées pakistanaises, le général Kayani : il est impératif que « en fin de compte, nous ne nous tenions pas debout dans le mauvais coin de la pièce et que nous ayons toujours un rôle dans la région »<sup>10</sup>.

<sup>9</sup> « Islamabad wants to enslave Kabul », *Daily Times*, 14 décembre 2006.

<sup>10</sup> Mariana Baabar, « The Pindi Manifesto », *Outlook Magazine*, 3 mars 2010, p. 24.

## Intervenir dans le processus de réconciliation afghan

En échange d'un soutien au processus de réconciliation nationale avec les talibans mené par le président Karzai, Islamabad souhaite que les présences militaires indiennes et américaines soient réduites. Le Pakistan en appelle aussi au transfert de pouvoirs, aux niveaux provincial et local, à des conseils composés de dirigeants tribaux et talibans – si besoin est en amendant la Constitution trop centralisatrice – ainsi qu'à une représentation accrue des Pachtouns au Parlement et dans l'armée afghane, afin de tenir compte plus équitablement du poids démographique de cette ethnie.

Les talibans afghans restent donc la carte maîtresse de l'establishment militaire pakistanais et leur intégration dans toute configuration de règlement à venir apparaît de plus en plus inévitable. Si le départ des troupes étrangères d'Afghanistan est souhaité, encore faut-il qu'il ne s'accompagne pas d'une reprise de la guerre civile qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions indésirables. Du passage au pouvoir des talibans à Kaboul, les autorités pakistanaises ont gardé le souvenir d'un isolement diplomatique, alors que l'Inde et les États-Unis se rapprochaient. Son ralliement à la guerre contre le terrorisme a permis au Pakistan de devenir un allié hors-OTAN des Américains, avec les avantages inhérents en termes d'assistance économique et militaire. Islamabad soutient donc le processus de réconciliation afghan en espérant que les résultats attendus permettent une sortie de guerre rapide.

## Tirer les bénéfices d'une réconciliation afghane

Islamabad pourrait aussi renoncer à toute attitude partisane et laisser finalement aux Afghans le soin de régler leurs différends en conservant éventuellement un rôle de facilitateur. La proximité géographique fait que les deux pays seront toujours amenés à dialoguer sans que le Pakistan ait pour autant à Kaboul un gouvernement servant ses desiderata stratégiques. Avec moins de 30 millions d'habitants et un niveau de développement très faible, l'Afghanistan ne constituera jamais une menace majeure pour un pays comptant plus de 180 millions d'habitants, plus développé, urbanisé et doté de l'arme nucléaire.

L'arrêt des combats pourrait permettre au Pakistan de devenir un axe commercial majeur entre l'Asie centrale et l'océan Indien, voire l'Asie du Sud. Le développement du port de Gwadar en dépend, de même que la réalisation du projet de gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) soutenu par les Américains et la Banque asiatique de développement ou encore le projet CASA-1000 de lignes à haute tension reliant le Kirghizstan au Pakistan, *via* le Tadjikistan et l'Afghanistan.

Quant à la crainte du réveil d'un nationalisme pachtoun afghan ressuscitant l'idée d'un Grand Pachtounistan, elle semble d'autant plus infondée qu'il y a, en nombre, presque deux fois moins de Pachtouns afghans que de Pachtouns pakistanais, lesquels sont plus intégrés dans les instances dirigeantes du pays – par rapport aux Baloutches notamment. Un Afghanistan réconcilié faciliterait au Pakistan une plus grande intégration des zones tribales à travers des réformes administratives, politiques, et un développement socio-économique que la présence de groupes jihadistes dans les régions tribales exclut jusqu'à présent.

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Pakistanais ont suivi une double trajectoire, affirmée avec d'autant plus de force que l'establishment militaire reste maître du processus de décision. La première les a amenés à coopérer avec les Américains dans la traque des membres d'Al-Qaida – même si les Américains se sont bien gardés de faire appel aux Pakistanais pour éliminer Oussama Ben Laden en mai 2011. Ils ont offert aux États-Unis un soutien logistique (bases aériennes, transit de convois pour l'approvisionnement des troupes en Afghanistan), et officieusement ont toléré des attaques de drones pourtant publiquement dénoncées. La seconde les a laissés permettre aux troupes talibanes de maintenir la pression sur les forces de la coalition, ce qui fait du Pakistan un acteur indirect du champ de bataille. Désormais, le Pakistan veut imposer l'idée qu'il est, directement ou indirectement, un acteur légitime et incontournable dans tout processus de paix concernant un pays appartenant à sa sphère d'influence. ■